

Gauche européenne: le saut qualitatif

Du 13 au 15 décembre 2013 s'est tenu à Madrid le 4e Congrès du Parti de la gauche européenne (PGE). Quelque trois cents délégués des [33 partis membres et observateurs](#), ainsi que de nombreux invités de partis, organisations et mouvements progressistes, y ont assisté. Les orientations du PGE pour les élections européennes de mai 2014 ont fait l'objet de discussions et de décisions. La volonté de rupture avec les politiques austéritaires, indépendamment des formes concrètes qu'elles peuvent prendre dans les différents pays, a été réaffirmée avec force. Ce congrès fera date dans l'histoire du parti dont la gauche radicale européenne s'est doté il y a à peine dix ans.

Dix ans ne représentent qu'un court laps de temps. Ils ont cependant suffi au PGE pour devenir un acteur incontournable de la scène politique internationale. En témoigne la présence au congrès d'Álvaro García Linera, vice-président de l'État plurinational de Bolivie. [Le discours de ce dernier](#) a incontestablement été un des moments forts de ce congrès. Le vice-président bolivien a exhorté les peuples européens à dépasser l'état de léthargie dans lequel ils ont sombré et à renouer avec les rébellions, révolutions et messages universalistes, qui par le passé ont fait la grandeur de l'Europe.

Une grande signification politique revêt la présence au 4e Congrès du PGE de la Confédération européenne des syndicats

(CES) au plus haut niveau – une première dans l’histoire du PGE. Tant le président de la CES, Ignacio Fernández Toxo, que la secrétaire générale Bernadette Ségol, se sont adressés aux délégués et aux invités présents à Madrid pour décrire la situation accablante que vivent aujourd’hui les salariés européens, à commencer par les 27 millions d’hommes et de femmes actuellement au chômage dans l’Union européenne et pour présenter leurs alternatives à la Troïka en matière de politiques économiques et sociales. Le congrès a connu beaucoup d’autres moments forts, notamment les interventions de représentants de peuples en lutte, venant des quatre coins du monde: Colombie, Venezuela, Cuba, Tunisie, Égypte, Palestine...

Un congrès de l’unité

Incontestablement, le 4e Congrès du PGE a été celui de l’unité. Le document politique [«Unir pour une alternative de gauche en Europe»](#), qui est certainement le document de congrès dans la jeune histoire du PGE le plus accentué dans la dénonciation des orientations capitalistes et impérialistes de l’Union européenne et dans l’opposition à ses traités et institutions existants, a été adopté par les délégués à une majorité de 93 %. Les [axes programmatiques pour les élections européennes de mai 2014](#), conçues comme document de travail que les partis nationaux devront concrétiser en tenant compte des spécificités de chaque situation nationale, l’ont été à une majorité de 86 %. Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, a été reconduit dans la fonction de président du PGE par plus de 78 % des délégués. Les vice-présidents du PGE Marisa Matias, Margarita Mileva, Maite Mola et Alexis Tsipras, ainsi que le trésorier Diether Dehm, ont également obtenu des scores très élevés.

Une des décisions les plus importantes du congrès a été la désignation d’Alexis Tsipras comme candidat du PGE à la présidence de la Commission européenne. Cette candidature, présentée dans le cadre de la campagne pour les élections

européennes de mai 2014, ne doit cependant pas être comprise comme un ralliement aux institutions non démocratiques de l'actuelle Union européenne.

Dans son [discours d'ouverture du congrès du PGE](#), Pierre Laurent a apporté les clarifications nécessaires en rappelant la résolution du Conseil des Présidents du PGE à ce propos: «Le Conseil des Présidents a discuté de la possibilité de présenter un candidat commun à la Présidence de la Commission européenne. Le PGE ne croit pas que cette disposition nouvelle soit de nature à démocratiser l'Union européenne. Elle ne masquera pas, comme l'espèrent les dirigeants européens de la Troïka, leur autoritarisme. (...) Il n'y a pourtant aucune raison, lors de la campagne électorale, de laisser le monopole de la parole aux forces responsables de la crise. Les peuples, les travailleurs, toutes celles et ceux qui luttent contre l'austérité et pour une refondation de l'Europe doivent avoir un porte-voix. Pour le PGE, cette candidature serait un symbole fort d'espoir pour l'Europe. La Grèce a servi de cobaye aux politiques d'austérité. Mais la Grèce a résisté et résiste encore. Syriza, le parti dont Alexis Tsipras est le président, a su rassembler le peuple grec contre les memoranda barbares et l'autoritarisme et pour un redressement de la Grèce dans une Europe solidaire. La voix d'Alexis Tsipras serait donc celle de la résistance et de l'espoir face aux politiques ultra-libérales et face à la menace de l'extrême droite. Cette candidature pourrait rassembler de nombreux citoyens et de nombreuses forces politiques.»

Le ralliement à la candidature d'Alexis Tsipras annoncée aux congressistes réunis à Madrid par Jonas Sjöstedt, le président du parti de gauche suédois Vänsterpartiet, en a encore souligné la grande valeur symbolique. Le Vänsterpartiet est actuellement crédité dans les sondages d'un score de 8 % aux prochaines élections générales suédoises prévues pour septembre 2014. Pour mesurer à sa juste valeur l'importance de cette décision, il faut se rappeler que la sensibilité gauche

verte nordique avait au début pris beaucoup de distance avec le projet de construction d'un parti de gauche européen.

Il faut également insister sur l'ambiance du congrès. Au fil des dix ans de son existence, le PGE s'est transformé progressivement d'une union de partis frères nationaux en un parti européen, qui a comme ambition de refonder l'Europe sur des bases totalement opposées à l'actuelle construction de l'Union européenne au service des seuls intérêts du capitalisme financiarisé. Une ambiance de fraternité, qui commence à transcender la diversité des cultures politiques ayant convergé dans le PGE, s'est installée. Les votes sur les documents politiques, ainsi que les élections aux fonctions dirigeantes du parti, qui font apparaître des majorités et minorités fluctuantes, sont devenus une méthode de travail normale. Au cours des premières années de l'existence du PGE, il en allait encore autrement. Au congrès de Madrid, les résultats des votes ont même été parfois très serrés. Tel était le cas pour les votes sur les motions relatives à l'écosocialisme et sur les structures féministes, dont le PGE devrait se doter.

Tout en prenant acte avec satisfaction des progrès démocratiques réalisés dans la vie interne du PGE, on doit cependant convenir que la méthode de travail basée sur le consensus devra prévaloir à l'avenir. C'est cette méthode qui a fait ses preuves depuis les premières concertations entre partis frères nationaux en vue de fonder un sujet politique européen, il y a une dizaine d'années. Mieux vaut marcher plus lentement, mais continuer le chemin ensemble en plus grand nombre! Dans le cas du PGE, le bien-fondé de cette approche s'est vérifié tout au long de ses dix années d'existence. Qui plus est, elle n'a pas été un obstacle aux progrès continuels réalisés dans la perception collective des défis européens qui se posent à la gauche radicale. La grande unité constatée à Madrid est précisément le résultat d'un processus d'une année, au cours duquel les partis membres et observateurs du PGE ont

préparé le 4e Congrès de façon collective et consensuelle, tout en s'enrichissant mutuellement.

Après le congrès de Madrid, le PGE est en ordre de bataille pour entamer une année importante avec en ligne de mire les élections européennes. La candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne en dit long sur les nouvelles ambitions du PGE pour construire une autre Europe. Au printemps déjà, le PGE organisera à Bruxelles une conférence sur la restructuration des dettes publiques. Cette conférence, qui sera largement ouverte aux forces politiques et syndicales, mouvements sociaux et milieux universitaires progressistes, devra défricher des pistes pour briser le cercle vicieux des politiques austéritaires imposées à l'Europe par la Troïka. Évidemment, le PGE s'engagera, tout au long de l'année, dans la «mère de toutes les batailles» contre le grand marché transatlantique entre l'Union européenne et les États-Unis, qui fait planer un danger mortel sur le modèle social européen tel qu'il subsiste encore. Enfin, le PGE se propose d'organiser à l'avenir chaque année un «Forum européen des alternatives», conçu comme nouvel espace de convergences progressistes avec toutes les forces politiques, syndicales et sociales, qui y sont disponibles. Une première édition de ce forum est prévue pour l'automne.

Retour en arrière

En se rappelant les origines du PGE, on doit regretter que la méthode de travail basée sur le consensus n'ait pas toujours été appliquée avec assez de conséquence. Il en est résulté des blessures, qui, jusqu'à ce jour, tardent à cicatriser complètement. On s'en est bien rendu compte en écoutant attentivement les interventions à Madrid des représentants de partis communistes, jouissant d'une grande représentativité dans leur paysage politique national, tel le Parti communiste de Bohême et Moravie (République tchèque) et le parti chypriote AKEL. Le fait que ces partis ont gardé jusqu'à ce

jour le statut de parti observateur résulte des difficultés surgies au cours de la période de fondation du PGE.

À cette époque, l'interprétation du concept de «stalinisme» faisait débat et les avis divergeaient sur la vitesse avec laquelle on devait avancer dans la construction du nouveau sujet politique européen. Évidemment, on ne pouvait transiger sur la nécessaire rupture avec les néfastes pratiques stalinienne, qui, au cours du siècle passé, ont causé d'innombrables torts au mouvement ouvrier. De même, on ne pouvait pas prolonger indéfiniment le processus de formation du nouveau sujet politique européen sans courir le risque de faire échouer tout le projet. Il n'est non moins vrai qu'en agissant avec plus de circonspection lors de la fondation du PGE, on aurait pu éviter certaines controverses dont les conséquences négatives se font ressentir jusqu'à ce jour.



Fabienne Lentz, porte-parole de déi Lénk et membre du Bureau du PGE (photo: el4thcongress)

Il faut bien se rendre compte que la tâche entreprise il y a une dizaine d'années, consistant à rassembler dans une maison européenne commune des partis politiques aux orientations idéologiques et aux traditions et cultures politiques très diverses, représentait un défi énorme. Trouver un consensus entre partis communistes, socialistes de gauche et rouges-verts et dépasser l'antinomie stérile entre «stalinisme» et «trotskisme» étaient déjà en soi une entreprise difficile. Mais, au-delà de toutes les différenciations idéologiques, il fallait également rassembler des forces politiques qui avaient des vues différentes sur l'Union européenne et ses institutions.

Le point de départ du processus innovant entrepris à l'époque consistait dans la prise de conscience qu'indépendamment de

l'analyse concrète qu'on pouvait faire de l'Union européenne, il ne suffisait plus de s'opposer aux contre-réformes néolibérales et de lutter pour une alternative sociale et écologique au seul niveau de l'État national. La gauche radicale était désormais obligée d'affronter les bourgeoisies européennes sur le terrain privilégié qu'elles avaient choisi pour renverser les rapports de forces en leur faveur et annuler les conquêtes sociales du mouvement ouvrier obtenues au cours de la période historique précédente. Il fallait impérativement étendre la lutte des classes au niveau européen. Ce terrain politique ne devait pas être abandonné aux seules forces conservatrices, libérales et sociales-démocrates. La gauche radicale y devait peser de tout son poids en regroupant au sein d'une formation politique supranationale, dans la mesure du possible, tous les partis situés à gauche de la social-démocratie qui disposaient d'une assise électorale dans les différents pays européens.

Controverses

Il faut aussi revenir sur certaines controverses suscitées à Madrid par la délégation du Parti de gauche français (PG). La première de ces controverses renvoyait au concept d'«écosocialisme». Avec 48 % de votes pour et 43 % contre, la [motion sur les questions écologiques proposée par le PG](#), conjointement avec l'Alliance rouge-verte (Danemark), Syriza (Grèce), le Bloco de Esquerda (Portugal) et Die Linke (Allemagne), a été approuvée par le congrès. La motion a donné lieu à un débat contradictoire non pas à cause de son contenu, mais à cause de la volonté d'imposer au PGE dans son ensemble le concept d'«écosocialisme». Sur les idées fortes de la motion, un consensus beaucoup plus large aurait pu être atteint: la nécessité d'une transformation socialiste de la société allant de pair avec une transition écologique et énergétique; la dénonciation du productivisme capitaliste, qui met en danger notre écosystème et les bases mêmes de la civilisation humaine; la critique du consumérisme et

l'affirmation de la nécessité d'un partage équitable des richesses produites aujourd'hui, en opposition à la course effrénée vers toujours plus de croissance économique comme préalable à une «redistribution des richesses», qui en fait ne fait qu'augmenter les inégalités sociales; l'insistance sur la nécessité d'une planification écologique, du développement de formes diverses de propriété collective et du contrôle exercé par les travailleurs et les usagers sur les moyens de production. C'est le mot «écosocialisme» qui a suscité des oppositions. Certains partis membres du PGE ne reprennent pas à leur compte le concept d'«écosocialisme», tout en partageant largement les analyses contenues dans la motion. N'aurait-il donc pas été plus efficace, dans le cadre des choix programmatiques à assumer par le PGE dans son ensemble, de renoncer au concept idéologique d'«écosocialisme», afin d'aboutir à un consensus beaucoup plus large sur les contenus concrets?

L'opposition réitérée par la délégation du PG à la reconduction de Pierre Laurent à la tête du PGE a été à l'origine d'une autre controverse. Dans son [intervention en session plénière du congrès](#), François Delapierre, secrétaire national du PG, a motivé une nouvelle fois cette position en invoquant l'alliance du PCF avec le PS français dès le premier tour aux élections municipales de mars 2014 dans un certain nombre de villes et en insistant en particulier sur la situation créée à Paris. Il a cependant dû concéder que sur ce sujet le PG n'était suivi par aucun autre parti.

Malgré ce constat, le PG a annoncé en fin de congrès qu'il allait suspendre sa participation au PGE jusqu'aux élections municipales. Un grand nombre de délégués ont accueilli cette annonce avec désapprobation. Comme il ressort d'un billet de blog rédigé à ce sujet par Éric Coquerel, secrétaire national du PG lui aussi, cette décision ne devrait avoir qu'un caractère tout à fait symbolique: «Pour autant, la décision de suspendre de façon provisoire notre participation au PGE a été

prise. Jusqu'aux municipales très exactement, soit 4 mois. C'est en quelque sorte une suspension conservatoire.»

«Une suspension conservatoire»

Il n'en reste pas moins que cette façon de procéder est contestable. Avec le respect dû à la grande nation française, qui a apporté tant de progrès de civilisation à l'humanité toute entière depuis la Révolution de 1789, posons-nous la question suivante: Quelle est l'incidence des élections municipales à Paris sur l'Europe prise dans son ensemble? Pierre Laurent a été un très bon président depuis sa première élection au 3e congrès du PGE à Paris en 2010. Depuis lors, le PGE n'a fait aucune concession au social-libéralisme. Tout au contraire! Il n'a fait que progresser dans ses analyses de l'Europe capitaliste – collectivement et dans l'unité! C'est également le cas pour l'approfondissement d'une stratégie de désobéissance vis-à-vis de l'Union européenne et de ses traités néolibéraux.

Quant au débat de fond qui agite actuellement le Front de gauche, il faut convenir qu'il dépasse de loin les frontières françaises. À ce jour, une réponse définitive n'a pas pu y être apportée. Partout en Europe, la gauche radicale doit assumer les contradictions provenant des deux stratégies suivantes: «se positionner en autonomie conquérante» respectivement «devenir le centre de gravité de la gauche toute entière». Comme sur beaucoup d'autres sujets, aucune dichotomie noir-blanc n'est de mise ici! Il faut sortir par le haut de ce débat. Une gauche radicale moderne se doit d'assurer une dialectique qui prend en compte la complémentarité des deux stratégies et non de leur irréductibilité.

Laissons le mot de la fin à Éric Coquerel. Dans le billet de blog cité plus haut, il écrit: «Cela nous oblige [...] à politiser nos discussions, à les dégager des facilités de la polémique gratuite, et à chercher en toute occasion les

équilibres à même de préserver notre unité. Cette unité qui doit être protégée comme notre plus grand acquis, car elle fut (et elle reste) aux fondements de tous nos succès des quatre années écoulées, de notre percée au premier tour de l'élection présidentielle, de la place incontournable que nous occupons sur le champ de la gauche française.» En effet, les peuples européens, qui sont confrontés à la pire crise du capitalisme depuis la Grande Dépression de 1929, ont besoin d'une gauche européenne unie – et, en France, d'un Front de gauche qui l'est tout autant!